



**HAL**  
open science

# L'intermittence d'une présence : la lutte entre François Ier et Charles Quint en Italie à l'aune de l'historiographie des pays "germaniques" au XIXe siècle

Eric Leroy Du Cardonnoy

## ► To cite this version:

Eric Leroy Du Cardonnoy. L'intermittence d'une présence : la lutte entre François Ier et Charles Quint en Italie à l'aune de l'historiographie des pays "germaniques" au XIXe siècle. Juan Carlos D'Amico; Jean-Louis Fournel. François Ier et l'espace politique italien : états, domaines et territoires, 548, Ecole Française de Rome, pp.441-461, 2018, (Collection de l'École française de Rome), 10.1400/272188 . hal-02054956

**HAL Id: hal-02054956**

**<https://hal.science/hal-02054956v1>**

Submitted on 5 May 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ÉRIC LEROY DU CARDONNOY

## L'INTERMITTENCE D'UNE PRÉSENCE

### LA LUTTE ENTRE FRANÇOIS I<sup>er</sup> ET CHARLES QUINT À L'AUNE DE L'HISTORIOGRAPHIE ALLEMANDE AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

Les relations entre François I<sup>er</sup> et les territoires italiens du fait des relations entre la France et les pays de langue allemande d'une part et des guerres d'indépendance de l'Italie d'autre part ont suscité au XIX<sup>e</sup> siècle l'intérêt des historiens des pays de langue allemande, mais peut-être d'une manière assez inattendue. L'évolution politique des pays d'outre-Rhin, dans un siècle marqué par une ascension fulgurante du nationalisme, peut laisser supposer que ce roi français, considéré à bien des égards comme le fondateur d'un nouvel état aux rouages prémodernes, ait intéressé les pays considérés au moment de la construction de leur état national, que ce soit comme modèle éventuel ou bien au contraire comme repoussoir, permettant aux historiens de tirer des leçons du temps passé. Or, la situation à la fois politique et scientifique de l'histoire dans la sphère germanophone orienta les recherches de ses représentants vers d'autres horizons, ce qui explique le titre de cet article. C'est pourquoi dans un premier temps nous dresserons un état de l'historiographie allemande au XIX<sup>e</sup> siècle afin de comprendre les enjeux qui se jouent à cette période pour la discipline historique, et de voir quel regard elle jette sur les entreprises de François I<sup>er</sup>, notamment dans les affaires d'Italie. Celles-ci en effet remettent en question certaines interrogations sur le passé qui obligent à considérer non pas tant la France que le Saint Empire romain germanique dans ses rapports avec la péninsule transalpine. Les césures imposées par l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle en Allemagne sont-elles aussi pertinentes pour l'historiographie et quelles leçons peut-on en tirer ? Dans un second temps nous examinerons le traitement de la politique territoriale de François I<sup>er</sup> en Italie à travers les exemples qui s'offrent à nous couvrant l'ensemble du siècle et qui marquent une véritable « territorialisation » de l'histoire et de la politique de l'époque, produisant et écrivant un « roman national » (*national narrative*) qui tend à exclure tout discours autre au fur et à mesure

que le siècle avance. Nous verrons ainsi que François I<sup>er</sup>, réflexion spéculaire de son grand ennemi Charles Quint, apparaît peu dans les ouvrages des historiens allemands et qu'il ne fait l'objet que d'une seule grande biographie qui date de 1824<sup>1</sup>. Lorsqu'il apparaît, c'est parce que les historiens, comme Jacob Burckhardt, s'intéressent soit à l'histoire de la Renaissance comme période historique, soit à l'histoire de la papauté ou des confessions religieuses, soit à Charles Quint. Il ne sera donc pas question ici des sources de la Renaissance utilisées par les différents historiens, mais de l'image et de la représentation que l'historiographie nous livre de François I<sup>er</sup> au cours du XIX<sup>e</sup> siècle avec deux césures importantes qui marquent profondément le siècle, à savoir la révolution de 1848 d'une part et les guerres d'unification à la fois de l'Allemagne et de l'Italie de 1859 à 1871 d'autre part. L'empereur fut-il, pour les historiens allemands, plus intéressant que le roi de France ? L'Empire est-il la même chose que la monarchie<sup>2</sup> ? Les nombreux conflits entre la sphère germanique et la France sont-ils responsables de cette « disparition » du roi de France ? L'œuvre politique et territoriale de François I<sup>er</sup> ne fut-elle pas perçue et reconnue selon ses mérites ? Autant de questions auxquelles cet article s'efforcera de donner, à défaut d'une réponse, tout au moins des pistes de réflexion.

Au XIX<sup>e</sup> siècle la situation de l'historiographie dans les pays de langue allemande a été fortement dépendante de la situation politique des pays qui forment cette aire géographique, politique et culturelle. Je diviserai pour plus de clarté mon exposé ici en deux points : tout d'abord les caractéristiques générales de l'historiographie, puis les traits particuliers.

Depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle on s'intéresse dans les pays de langue allemande à la Renaissance pour la littérature, la peinture et l'architecture, mais aussi dans des domaines beaucoup plus triviaux, tels l'habillement ou le mobilier par exemple. En outre, l'Italie, lorsqu'elle est le centre d'intérêt des Allemands de manière

<sup>1</sup> La même chose semble d'ailleurs se produire en France à peu près à la même époque avec *mutatis mutandis* l'ouvrage de P.L. Roederer, *Conséquences du système de cour établi sous François I<sup>er</sup>*, Paris, 1833. L'intérêt porté à François I<sup>er</sup> en tant que personnage central d'un ouvrage historique, tant en France qu'en Allemagne, est peut-être dû au lendemain des soubresauts des guerres révolutionnaires et napoléoniennes et à la période de restauration de l'autorité du monarque, au fait qu'il est le premier roi à prendre des mesures d'unification politique et d'homogénéisation de la monarchie « moderne ».

<sup>2</sup> Voir à ce sujet pour une mise au point notamment : F. Crémoux et J.-L. Fournel (dir.), *Idées d'empire en Italie et en Espagne XIV<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècle*, Mont Saint-Aignan, 2010, p. 11-14.

générale, est déterminée par l'image qu'en ont donné Winckelmann et Goethe, à savoir l'endroit où l'Antiquité est encore présente et qui permet de renouer avec les origines de la civilisation occidentale. D'autre part, la Renaissance est considérée comme le moment privilégié, l'apogée d'une classe sociale en particulier, la bourgeoisie, tant dans les pays de langue allemande que dans les pays de la péninsule italienne, de sorte que les historiens qui la prennent pour objet d'étude sont précisément des hommes issus de cette même classe sociale et cherchant dans cette époque, d'une certaine manière, une confirmation à leur raison d'être, comme le maintien de certaines valeurs culturelles, au premier chef desquelles figure en Allemagne celui de l'idéal d'éducation (*Bildungsideal*)<sup>3</sup>. L'histoire doit donc permettre de trouver des modèles qui s'appliqueront au présent. La première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle est une période en quelque sorte fondatrice en ce que les historiens considèrent leur discipline comme la discipline privilégiée de l'exploitation de sources qu'il va falloir mettre au jour : ainsi, dans un contexte de nationalisme romantique, se met en place à partir de 1819/1824 par exemple, un institut de recherche sur le Moyen Âge, les *Monumenta Germaniae historica*, qui se concentre sur les travaux d'édition des sources, en particulier des textes médiévaux de lois ; c'est aussi à partir de 1829 l'édition des *Regesta Imperii* par Johann Friedrich Böhmer, publication des documents et actes officiels du Saint-Empire Romain, des Carolingiens jusque Maximilien I<sup>er</sup> : il ne s'agit pas d'une édition scientifique, critique des textes, mais d'une publication dont les chercheurs pourront s'aider dans leur interprétation du passé. L'Autriche de son côté fera une tentative similaire, à partir de 1855 seulement, avec les *Fontes Rerum Austriacarum* par Theodor Georg von Karajan et les *Monumenta habsburgica, Sammlung von Actenstücken zur Geschichte des Hauses Habsburg in dem Zeitraume von 1473 bis 1576*, mais l'éditeur Joseph Chmel s'arrêtera après le troisième volume avec la mort de Maximilien I<sup>er</sup><sup>4</sup>.

D'autre part jusque vers 1848, on s'intéresse d'un point de vue interprétatif avant tout à l'histoire universelle – et pas tellement aux autres formes possibles de l'histoire (même s'il y a quelques exceptions) – ou à la question de l'édition des sources ; ce n'est qu'après

<sup>3</sup> Voir également dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> Jacob Burckhardt, *Die Cultur der Renaissance in Italien. Ein Versuch*, Basel, 1860.

<sup>4</sup> Il est intéressant de noter dès maintenant que la publication de tous ces documents s'arrête à peu près à la même date : le décès de Maximilien I<sup>er</sup>. Nous reviendrons plus loin sur une interprétation possible de cette césure pour deux entreprises somme toute assez similaires.

que l'histoire est étudiée par épisodes, par segments<sup>5</sup>. Si l'on veut résumer brièvement la situation, on peut dire qu'avant 1848-1850 c'est la culture du passé et ses documents authentiques qui intéressent les historiens, après 1850 c'est l'interprétation politique de ce passé à la lumière du présent. C'est pourquoi la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle dans une perspective idéaliste et néo-humaniste voit une mission de pédagogie nationale dévolue à l'histoire, comme en témoignent les différentes controverses entre les écoles d'historiens – en 1846 la polémique entre Ludwig Häusser et Constantin (von) Höfler, puis entre 1859-1862 la controverse entre Heinrich von Sybel et Julius von Ficker<sup>6</sup> et enfin de 1882 à 1884 la querelle entre Heinrich von Treitschke et Hermann Baumgarten<sup>7</sup>. La montée du nationalisme au XIX<sup>e</sup> siècle est un fait trop bien connu pour qu'il soit utile d'y revenir ici ; ce qui est intéressant par contre est qu'elle est intimement liée à une historicisation générale de la pensée et une scientification de l'historiographie. L'histoire comme science (*Geschichtswissenschaft*)<sup>8</sup> est une apparition relativement nouvelle, et, sous la forme que nous lui connaissons actuellement, seulement depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle ; il s'agit alors d'élaborer de manière méthodique le savoir historique en vérifiant de manière critique les informations transmises, par l'exploration systématique des sources et une prise de position interprétative face aux fonds découverts, dans des rapports explicatifs qui permettent de vérifier

<sup>5</sup> Voir S. Jordan, *Geschichtstheorie in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts*, Francfort/Main, 1999, p. 12. Voir aussi l'article d'Angelika Epple *A Strained Relationship : Epistemology and Historiography in Eighteenth- and Nineteenth-Century Germany and Britain*, dans S. Berger and Ch. Lorenz (éd.), *Nationalizing the Past. Historians as Nation Builders in Modern Europe*, Basingstoke, 2010, p. 86-107, ici en particulier p. 99-101.

<sup>6</sup> Th. Brechenmacher, *Wieviel Gegenwart verträgt historisches Urteilen. Die Kontroverse zwischen Heinrich von Sybel und Julius Ficker über die Bewertung der Kaiserpolitik des Mittelalters (1859-1862) ?*, dans J. Elvert, S. Krauss (dir.), *Historische Debatten und Kontroversen im 19. und 20. Jahrhundert : Jubiläumstagung der Ranke-Gesellschaft in Essen, 2001*, Stuttgart, 2002 (*Historische Mitteilungen der Ranke Gesellschaft : Beiheft*, 46).

<sup>7</sup> On assiste à l'avènement de l'histoire sous sa forme nouvelle, non plus l'histoire universelle comme celle pratiquée par Gatterer, Schölzer ou encore Schiller avec son histoire du soulèvement des Pays-Bas contre Philippe II, mais à une histoire nouvelle, en partie locale et tournée vers le passé glorieux, d'où la floraison d'ouvrages consacrés au Saint Empire au Moyen Âge, par lesquels l'historiographie allemande tente de tirer des leçons concernant les faiblesses non seulement de l'empire en tant qu'institution, mais aussi de l'autorité impériale et des empereurs en tant que représentants de cet état. Voir en particulier sur ce sujet : B. Faulenbach et A. Dorpalen, *Geschichtswissenschaft in Deutschland, traditionelle Positionen und gegenwärtige Aufgaben*, Munich, 1974 (*Beck'sche schwarze Reihe Bd. 111*).

<sup>8</sup> D. Fulda, *Wissenschaft aus Kunst : die Entstehung der modernen deutschen Geschichtsschreibung 1760-1860*, Berlin, 1996, voit notamment les pages 296-443.

la connaissance. À un moment où la recherche d'identité – entre autres nationale – a accordé une place centrale à la connaissance historique, celle-ci est devenue le mode d'interprétation du présent.

Depuis 1848 se pose aussi dans la sphère germanique pour le Parlement de Francfort la question de la forme à donner à un État allemand unifié ; pour beaucoup il doit s'agir d'un empire, mais qui en portera la couronne ? Ainsi se trouve réactivée l'idée et l'idéal de l'empire<sup>9</sup>, mais non plus catholiques, puisque le parlement offre la couronne au roi de Prusse qui la décline, mais protestants et « sécularisés ». Cette solution ne laisse donc plus à l'empereur d'Autriche que le côté « spirituel » de l'empire et le lien très fort avec l'Église catholique et le Pape (*pietas austriaca*) : c'est l'opposition entre la solution Grande-Allemagne qui regrouperait la Confédération Germanique et les territoires germanophones de l'Empire autrichien<sup>10</sup> et la solution Petite-Allemagne sous l'égide de la Prusse et sans l'Autriche. Cette éventualité se double dans les années qui suivent d'un conflit dans lequel la confession religieuse des historiens joue un rôle important. Dans une vision héritée des Lumières, la Renaissance est l'époque à laquelle la place de la religion dans la vie des hommes est interprétée comme le point crucial, elle est aussi le moment où apparaît la Réforme protestante, qui devient pour beaucoup d'historiens allemands, dans leur grande majorité précisément protestants, la marque distinctive du XVI<sup>e</sup> siècle, et qui par conséquent leur fait négliger les autres moments importants de ce siècle, notamment tout ce qui touche le monde « latin » (« wälsch »), qui est rapidement identifié au monde catholique<sup>11</sup>. Pour les historiens catholiques, c'est l'histoire de Rome, voire du catholicisme, en particulier la Contre-Réforme ou la lutte contre les Turcs, qui passe au premier plan.

<sup>9</sup> L'historiographie se tourne toutefois également vers le Moyen Âge dans lequel elle cherche un modèle impérial « allemand » possible voir G. Schäfer-Hartmann, *Literaturgeschichte als wahre Geschichte : Mittelalterrezeption in der deutschen Literaturgeschichtsschreibung des 19. Jahrhunderts und politische Instrumentalisierung des Mittelalters durch Preußen*, Berne, 2008 (Volume 9 de *Medien-Literaturen-Sprachen in Anglistik, Amerikanistik, Germanistik und Romanistik*).

<sup>10</sup> Th. Brechenmacher, *Grossdeutsche Geschichtsschreibung im neunzehnten Jahrhundert : die erste Generation (1830-48)*, Berlin, 1996 (*Berliner Historische Studien*) ; A. Wolfgang, *Das politische Italienbild der Deutschen zwischen Aufklärung und europäischer Revolution von 1848*, Tübingen, 1984, p. 111, rappelle que les Libéraux de la restauration n'ont pas identifié de rapport possible entre l'intérêt de l'État habsbourgeois et l'intérêt national allemand du fait de leur opposition au système répressif de Metternich.

<sup>11</sup> W. Altgeld, *Das politische Italienbild der Deutschen zwischen Aufklärung und europäischer Revolution von 1848*, Tübingen, 1984, p. 11.

Le problème se pose alors pour l'historiographie autrichienne, qui va se focaliser, non pas sur les questions confessionnelles, mais plutôt sur la question qui préoccupe l'État habsbourgeois tout au long de cette période : la question de l'unité de la monarchie et de ses rapports avec les différentes nationalités de l'empire. Or, si l'empire de Charles Quint aurait pu offrir un modèle possible pour penser la situation, il semble que les historiens autrichiens se soient concentrés sur les pays héréditaires et de la couronne de Wenceslas et de St-Étienne, autrement dit dans une orientation très clairement Mitteleuropa, à l'Est et non pas au Sud, et sur le personnage de Ferdinand I<sup>er</sup> comme empereur habsbourgeois allemand. Cela étant, les deux espaces – germaniques et autrichiens – ne furent pas entièrement étanches, car comme le rappelle Monika Glettler, il existe entre l'Autriche et l'Allemagne un lien historique et scientifique très fort, « si l'on fait abstraction des différentes positions idéologiques particulières, les liens organisationnels et institutionnels de l'historiographie autrichienne avec l'historiographie allemande sont clairs »<sup>12</sup> et

le côté institutionnel de l'enseignement et de la recherche était la base de liens, de l'identité de l'historisme en Allemagne et en Autriche. Même si la polémique autour de la théorie d'une grande ou petite Allemagne traversait de temps à autres les écrits des historiens, il faut dans la pratique ne pas ignorer son insignifiance<sup>13</sup>.

Pour en terminer sur ce chapitre, on peut donc constater que, pour la plupart des historiens, la question impériale – la forme étatique de l'Allemagne unifiée – et celle de son souverain sont à l'ordre du jour tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle et les amènent à s'intéresser au Moyen Âge et à la Renaissance afin de mieux comprendre le fonctionnement du Saint Empire et, dans un souci très souvent libéral, de distinguer très clairement les domaines d'extension de pouvoir des différentes autorités et institutions. L'Italie impériale – *Reichsitalien* – revêt un intérêt pour les historiens au niveau de la culture de la Renaissance ou bien du fait que Rome, siège de la Papauté, est tenu pour responsable en grande partie du schisme de la Réforme luthérienne. En corollaire, ces mêmes historiens en majorité protestants considèrent l'histoire sous l'angle de périodes qui se suivent les unes les autres et imposent l'idée que la Réforme

<sup>12</sup> M. Glettler « Die Bewertung des Faktors Deutschland in der österreichischen Historiographie » dans M. Gehler, *Ungleiche Partner ? : Österreich und Deutschland in ihrer gegenseitigen Wahrnehmung : historische Analysen und Vergleiche aus dem 19. und 20. Jahrhundert*, Stuttgart, 1996 (*Historische Mitteilungen : Beiheft*, 15) p. 55-74, ici p. 58.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 59.

luthérienne marque le début de l'ère moderne par les changements qu'elle implique pour l'homme dans son rapport au divin et à l'institution ecclésiastique. La césure est alors effectivement incarnée non seulement par Luther, mais en la personne de Maximilien I<sup>er</sup>, dernier « roi-chevalier » du Moyen Âge ; après lui l'Empire sombre dans une période de décadence relative jusqu'à sa disparition définitive en 1806. Dans tout cela, on comprendra donc que la politique de François I<sup>er</sup> en Italie ne soit considérée que de manière indirecte dans une confrontation avec Maximilien I<sup>er</sup> d'une part, puis avec son ennemi de toujours, Charles Quint, d'autre part.

*La première moitié du siècle (1800-1849) : mise en place d'une matrice interprétative*

Le premier historien que j'aimerais considérer est Karl von Rotteck (1775-1840) ; issu de la pensée du XVIII<sup>e</sup> siècle, il est encore marqué par la tradition de l'histoire générale et universelle issue des Lumières. Ainsi en 1812 il publie son *Allgemeine Geschichte* et en 1832 *Allgemeine Weltgeschichte*, volumes qui seront tous deux réédités de manière continue jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>14</sup>. Dans le premier ouvrage, Karl von Rotteck dresse les grandes lignes de l'époque moderne en établissant une nette différence avec le Moyen Âge :

On ne considère et ne traite plus que des intérêts des maisons princières et non de ceux des peuples, sauf lorsque les deux coïncident. L'histoire de l'Europe devient une histoire des maisons régnantes, la vie publique une politique de cabinet, la peinture du monde – comme l'a écrit un écrivain plein d'esprit – les « archives de relations familiales, d'acquisitions et de titres »<sup>15</sup>.

Autrement dit pour Rotteck, l'époque moderne est caractérisée par une concentration de la vie publique et politique sur les maisons régnantes et une soumission aux intérêts des princes. Dans la forme, l'époque qui s'étend de la découverte des Amériques jusqu'à la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle se distingue par le « système européen des États » (« das europäische Staatensystem ») qui permet au fur et à mesure la mise en place d'un équilibre des

<sup>14</sup> Pour le premier, la 29<sup>e</sup> édition paraît en 1889 (voir article « Rotteck, Karl Wenzeslaus Rodecker v. » par F. von Weech dans *Allgemeine Deutsche Biographie*, herausgegeben von der Historischen Kommission bei der Bayerischen Akademie der Wissenschaften, Band 29 (1889), p. 385-389, ici p. 387 où l'auteur rappelle le succès énorme auprès du grand public de sa *Allgemeine Weltgeschichte*).

<sup>15</sup> K. von Rotteck, *Allgemeine Geschichte vom Anfang der historischen Kenntniß bis auf unsere Zeiten*, Fribourg-en-Brisgau, 1812-1827, p. 4



puissances en Europe et dans le monde, puisque l'Europe devient le monde<sup>16</sup>. Les guerres d'Italie sont donc à interpréter dans cet esprit : elles sont fondamentalement des guerres particulières entre princes qui rivalisent en prestige et non des conflits au service des nations<sup>17</sup>. L'ensemble de la politique italienne de François I<sup>er</sup>, mais cela vaut également pour Charles Quint, est menée à l'aune d'intérêts privés qui ne reposent sur aucune base solide, sauf dans le cas de la France où les prédécesseurs de François I<sup>er</sup> ont su unifier le territoire et instiller un sentiment national qui fait sa force contre ses ennemis, même supérieurs en nombre<sup>18</sup>. La politique française aurait dû ainsi être victorieuse, mais deux des quatre guerres menées par François I<sup>er</sup> furent perdues par félonie et trahison : la première parce que le Connétable de Bourbon passa à l'empereur pour des querelles personnelles, la seconde parce qu'Andréa Doria changea de parti et abandonna le roi de France<sup>19</sup>. Rotteck résume très clairement les visées de François I<sup>er</sup> en Italie :

Le but de l'expédition [...] n'était pas une grande idée pour laquelle on accepte de faire passer au second rang des intérêts chers ou même sa gloire extérieure, il ne s'agissait pas non plus d'affirmer la liberté européenne ou un système d'états existant ou de défendre des droits, mais tout simplement une soif d'accroissement territorial. François voulait, lui, être le plus puissant, il lui fallait Milan<sup>20</sup>.

C'est ainsi que s'explique, selon lui, l'alliance entre la France et l'Empire ottoman.

Vingt ans plus tard, dans sa *Allgemeine Weltgeschichte*, il consacre plusieurs pages aux guerres d'Italie en tentant d'en donner une explication qui reste fondée sur l'affrontement entre deux personnalités différentes aux intérêts divergents, François I<sup>er</sup> et Charles Quint ; il parle ainsi de « la double haine de la France envers l'Espagne et l'Autriche »<sup>21</sup>. Il explique la politique italienne de François I<sup>er</sup> non seulement du fait de cette haine, mais aussi par le fait que le roi de France ne peut accepter de perdre ce qu'il pense lui appartenir de droit – le Duché de Milan – et d'avoir un vassal qui puisse ceindre la couronne la plus prestigieuse en Europe, celle

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 5.

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 24.

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 22 et 157 par exemple.

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 162.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 166.

<sup>21</sup> K. von Rotteck, *Allgemeine Weltgeschichte für alle Stände von den frühesten Zeiten bis zum Jahr 1831, mit Zugrundelegung seines größeren Werkes bearbeitet und herausgegeben von Dr. Karl Rotteck* 4 Bände, 3. Band Neuere Geschichte, Stuttgart, 1833, p. 83 et plus loin p. 84.

du Saint Empire romain germanique. La vision de Rotteck peut être, à bien des égards, considérée comme une matrice pour tout le siècle : les guerres d'Italie de la France sont une forme « nationalisée » de guerres privées et elles sont interprétées à partir de la psychologie de leurs acteurs.

En 1813, Julius Franz Borgias Schneller (1777-1832) publie à Graz sa *Weltgeschichte zur gründlichen Erkenntniß der Schicksale und Kräfte des Menschengeschlechts*<sup>22</sup> dans laquelle il consacre deux pages aux guerres d'Italie, de manière donc relativement succincte, mais où il s'efforce à chaque fois de donner les raisons et les conséquences des entreprises belliqueuses de François I<sup>er</sup>. Les arguments semblent avoir été dans l'air du temps, si l'on peut se permettre l'expression, puisque nous les trouvons déjà chez Rotteck, mais aussi ensuite chez Eichhorn, Hermann, Leo et Raumer. Il ne distingue pas une politique à long terme chez le roi de France, mais il impute la première guerre d'Italie de François I<sup>er</sup> (1515-1517) à son désir de posséder Milan, la seconde (1521-1526) à la déception et à la jalousie de François de n'avoir pas été élu au trône impérial, la troisième (1527-1529) à sa volonté de briser les clauses du traité de Madrid en s'appuyant sur les états bourguignons. La suivante (1536-1538) ainsi que la dernière du règne (1541-1544) sont causées par la croissante jalousie face à la puissance toujours grandissante de Charles Quint, qui offense la vanité française (« französische Eitelkeit »).

L'année suivante, Johann Gottfried Eichhorn rédige une *Geschichte der neuen Welt*, dans laquelle il présente en quelques pages les guerres d'Italie d'un point de vue territorial en insistant sur leurs raisons d'être pour François I<sup>er</sup>, reprenant en partie l'argumentation de Karl von Rotteck et Julius Schneller : il s'agit fondamentalement pour le roi de France de récupérer Milan qui lui a échoué en héritage – donc une question de droit – ensuite de s'opposer à la trop grande puissance de Charles Quint et enfin d'exercer une suprématie en Europe<sup>23</sup>.

La première biographie consacrée entièrement à François I<sup>er</sup> et par conséquent aussi à sa politique italienne est celle d'August Leberecht Hermann (1783-1847) *Franz der Erste, König von Frankreich. Ein Sittengemälde aus dem 16. Jahrhundert* parue à Leipzig en 1824. Professeur d'histoire à l'académie militaire de Dresde, il écrivit aussi sur les guerres de religion en France. Cette

<sup>22</sup> J.F. Borgias Schneller, *Weltgeschichte zur gründlichen Erkenntniß der Schicksale und Kräfte des Menschengeschlechts*, Vierter Theil Neue Zeit, Gratz, 1813, p. 105-106.

<sup>23</sup> J. Gottfried Eichhorn, *Geschichte der neuen Welt*, Göttingen, 1817, p. 18-38.

biographie s'attache à brosser un tableau de l'époque de François I<sup>er</sup> et du personnage. Dès l'introduction le côté bifrons du roi est donné :

Il présentait dans son caractère en quelque sorte l'esprit de son siècle. Esprit chevaleresque et rudesse, galanterie, un sentiment qui pouvait confiner à la mollesse et une insensibilité, tels étaient les traits qui se partageaient le cœur de monarque<sup>24</sup>.

Je m'arrêterai donc sur les éléments concernant la politique italienne menée par le roi de France et les explications qu'en donne Hermann : dans un premier temps, il souligne le fait que le roi de France désire récupérer le bien qui lui vient de son aïeule maternelle, le Duché de Milan, qu'il considère comme lui revenant de droit ; dans un second il s'agit d'une raison beaucoup plus personnelle :

Son orgueil et son amour-propre avaient été offensés au plus haut point, [...] une rancune secrète envers le nouvel empereur s'empara de lui qui dura jusqu'à la fin de ses jours, et cela fut sans aucun doute la raison principale des guerres qui, à partir de ce moment, occupèrent presque entièrement les années de règne de ce souverain<sup>25</sup>.

C'est aussi la raison pour laquelle il est le premier prince à oser s'allier aux ennemis de la chrétienté, malgré les conséquences qui en découlent, mais qui permettent entre autres d'affaiblir son ennemi de toujours, Charles<sup>26</sup>, comme cela est d'ailleurs aussi le cas pour son alliance avec les protestants. Pour conclure, Hermann écrit que François I<sup>er</sup> n'avait aucun talent militaire, ce qui explique pourquoi il fut toujours en deçà de son rival<sup>27</sup>, par contre :

Son caractère avait quelque chose de chevaleresque et de grandiose, la perfidie lui était inconnue parce qu'il la tenait pour ignoble. Il atteignit l'apogée de la puissance monarchique, principalement par le fait de lier les Grands à la Cour par la création d'offices et de prébendes et de les affaiblir par les dépenses que cela entraînait. Il limita le pouvoir du Parlement de toutes les manières possibles, par le concordat il s'arrogea le pouvoir sur le clergé. Son amour pour les arts et les sciences lui acquirent une renommée honorable<sup>28</sup>.

Comme Rotteck et Eichhorn, Hermann explique la politique générale de François I<sup>er</sup>, et sa politique italienne en particulier, par

<sup>24</sup> A. Leberecht Hermann, *Franz der Erste, König von Frankreich. Ein Sittengemälde aus dem 16. Jahrhundert*, Leipzig, 1824, p. IV.

<sup>25</sup> *Ibid.*, p. 98.

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 299.

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 418.

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 419.

des raisons personnelles et psychologiques, même si parfois des motivations plus géostratégiques apparaissent, tel l'encerclement de la France par les possessions des Habsbourg et de leurs alliés.

Dans la décennie suivante, deux historiens en particulier se distinguent dans leur traitement de la politique italienne de François I<sup>er</sup> : il s'agit d'Heinrich Leo (1799-1878) et de Friedrich von Raumer (1781-1873). Le premier, dans sa *Geschichte von Italien* de 1832<sup>29</sup>, présente d'emblée le jeune roi de France comme impétueux et fougueux, mais aussi comme un fin politique, en ce qu'il sait dès 1515 présenter les faits de manière à ne pas prêter le flanc aux attaques : « François prit de même le titre de duc de Milan, mais prit bien soin de présenter les préparations militaires qu'il ordonna de prendre dès son accession au trône, comme s'il s'agissait de mesures de défense »<sup>30</sup>. La rivalité entre les Valois et les Habsbourg détermine en grande partie la politique italienne de François I<sup>er</sup>, mais ce ne sont pas les seuls critères : en effet la politique menée par les différents papes successifs est un facteur explicatif de la politique du roi de France ; ainsi Leo souligne les dévastations causées par la guerre et les désirs tant du côté français que du côté papal – notamment en ce qui concerne Léon X – de vouloir accroître leurs territoires ; d'un côté pour François I<sup>er</sup> il s'agit dans le cas du Duché de Milan d'un héritage qui lui est donc dû, même s'il peut être sujet à contestation, notamment avec l'empereur, pour ce qui est de Naples, la question est beaucoup plus géostratégique ; du côté du pape il s'agit d'asseoir les Médicis territorialement afin de favoriser et d'ancrer l'ascension de la famille sur le modèle dynastique, comme en témoignent par exemple les différents mariages que Léon X impose à sa famille. Le pape mène une politique de l'équilibre entre les puissances que sont la France et l'Empire ou plus précisément Charles Quint. D'autre part François I<sup>er</sup> utilise les arguments de la tradition pour revendiquer le trône de Naples, il fait valoir que :

[...] d'après les constitutions des États du pape la dignité impériale romaine et le Royaume de Naples ne pouvaient jamais être réunis dans les mains d'un même et unique prince, et c'est pourquoi il fit valoir ses prétentions au trône de Naples. Charles de son côté fit de nouveau valoir ses prétentions sur les Duchés de Milan et de Bourgogne, et il y eut bientôt un tel enchevêtrement de revendications et de motivations qu'il fallut reconnaître que la guerre était le but que les deux partis poursuivaient<sup>31</sup>.

<sup>29</sup> H. Leo, *Geschichte von Italien*, Hambourg, 1832 (*Geschichte der europäischen Staaten*).

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 273.

<sup>31</sup> *Ibid.*, p. 301.

La défaite de Pavie, qui contraint bon nombre de princes italiens à se rallier à Charles, a pour effet sur le plus long terme que la méfiance vis-à-vis de la trop grande puissance de l'empereur croît, et l'adroite politique de Louise de Savoie rallie au roi de France une partie importante des Italiens<sup>32</sup>. François I<sup>er</sup> abandonne tous ses alliés en Italie et renonce à toutes ses prétentions dans la péninsule même si secrètement il assure les Florentins qu'il continuera de les soutenir et que le traité n'a pour but que de libérer ses fils de leur geôle espagnole<sup>33</sup>. Ce soutien aboutit notamment au mariage du second fils du roi de France, Henri, avec une princesse de la famille des Médicis, Catherine en 1533. À partir de la paix de Nice (1538) et jusqu'à la mort de François I<sup>er</sup>, Leo se concentre sur les différents territoires italiens – Milan, Ferrare, Mantoue, Naples, le Piémont, Parme et Plaisance, Gênes et Venise – plus spécialement sur leurs relations avec l'empereur, et la politique française passe donc au second plan et n'est mentionnée que pour les affrontements entre les troupes des différents partis. À aucun moment, Leo ne s'appesantit sur une soi-disant politique italienne du roi de France, ni ne fait de commentaire global sur les différentes guerres d'Italie, si ce n'est les points déjà mentionnés plus haut.

Friedrich von Raumer, quant à lui, se consacre à un domaine plus vaste puisqu'il traite de l'histoire de l'Europe depuis la fin du XV<sup>e</sup> siècle<sup>34</sup>. Membre du Zentrum, délégué au Parlement de Francfort en 1848-49, il est favorable à une monarchie constitutionnelle et rejette le modèle prussien. Il se présente, dans la préface, comme un novateur concernant le traitement de François I<sup>er</sup> et Charles Quint, mais particulièrement du roi de France, étant donné que son étude repose sur une étude rigoureuse des sources ; et il espère que sa vision des choses sera pionnière parmi les historiens.

Malheureusement son désir de gloire ne trouva jamais la juste mesure [...], les traités favorables avec le Pape et Charles Quint à Bologne et Noyon répandirent un éclat illusoire et renforcèrent les désirs de conquête du roi alors qu'il négligea les affaires intérieures, qu'il imposa tantôt l'un tantôt l'autre plan avec une violence et une brutalité que Charles Quint, même après la victoire sur les rebelles espagnols, n'utilisa jamais<sup>35</sup>.

François I<sup>er</sup> est un monarque conscient de ses prérogatives régaliennes qu'il n'est pas prêt de partager avec quiconque, aussi ne peut-il accepter de passer au second rang après l'élection de

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 358.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 409-410.

<sup>34</sup> F. von Raumer, *Geschichte Europas seit dem Ende des 15. Jahrhunderts*, Leipzig, 1832-50 (8 vol.).

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 265-266.

Charles Quint à l'empire<sup>36</sup>. À la différence de ce dernier il est beaucoup plus dans l'apparence, la belle forme que dans l'efficacité<sup>37</sup>. En ce qui concerne l'alliance de François I<sup>er</sup> avec les Turcs, l'historien prend la parole et prend position dans une longue tirade qui vise à réfuter les arguments en faveur de l'alliance avec les infidèles par la Raison d'État et la communauté d'intérêt<sup>38</sup>. Mais pour Raumer, François n'était pas menacé ni la France, il ne s'agit encore une fois que de la conséquence d'un orgueil déplacé et d'un égoïsme qui ignore volontairement le bien commun, en l'occurrence celui de la Chrétienté. Ainsi il abuse de la faiblesse de Charles Quint après l'échec de Tunis pour attaquer l'empereur<sup>39</sup>. Raumer profite de la mort de Charles Quint pour dresser un bilan (en creux en partie) du règne de François I<sup>er</sup> auquel il n'accorde finalement que des qualités d'hybris qui ont caractérisé le roi de France, et devant l'histoire seul Charles Quint est digne de considération. Les points communs dans l'analyse s'expliquent par la position adoptée vis-à-vis de la période en général et des questions italiennes. La politique italienne de François I<sup>er</sup> n'est finalement qu'une extension de sa politique intérieure qui vise à donner à l'institution royale les pouvoirs les plus étendus pour agir le plus efficacement dans son intérêt.

Dans cette première phase d'un traitement historiographique de la politique italienne de François I<sup>er</sup>, Johann Graf Mailath (1786-1855)<sup>40</sup> publia une *Geschichte der Länder des österreichischen Kaiserstaates*, dont le premier volume en 1834 est consacré à la période allant de Rodolphe I<sup>er</sup> à la mort de Maximilien I<sup>er</sup>. On aurait donc pu s'attendre à ce que le tome 2 traitât de la période de Charles Quint et par conséquent de François I<sup>er</sup>, mais Mailath commence avec Ferdinand I<sup>er</sup> et donc tout ce qui ne concerne pas les territoires proprement autrichiens n'existe pas, ou plus exactement se trouve réduit à la lutte contre les Turcs, mais sans jamais mentionner la France et sa part dans le conflit avec Charles Quint ;

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 274.

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 279.

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 441.

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 501.

<sup>40</sup> J. Graf Mailath, *Geschichte der Länder des österreichischen Kaiserstaates*, Bd. I von Rudolf von Habsburg bis zum Tode Maximilian I., Hambourg, 1834. Il s'agit de la première histoire de l'ensemble des possessions autrichiennes qui tient compte des différentes parties de la monarchie ; ses prédécesseurs, Franz Julius Borgias Schneller (1777-1833) publia une *Staatengeschichte des Kaiserthums Oesterreich*, 1817-19, poursuivie par d'autres volumes consacrés à chaque partie de l'empire considérée une entité à part, et Johann Baptist Schel (1780-1847) rédigea une *Geschichte der Länder des österreichischen Kaiserstaates* en 9 volumes (Wien 1819-1828) qui considère l'histoire avant tout d'un point de vue militaire.

de plus les guerres d'Italie ne sont pas évoquées une seule fois. Enfin, le titre est en soi déjà révélateur : l'intérêt pour lui, c'est l'Autriche en tant qu'État. Comme auteur de livres d'histoire et médiateur de la culture et de la littérature hongroise, il est un penseur « supranational » qui va à l'encontre du nationalisme magyar et se fait le propagateur d'une idée d'un État autrichien (*Gesamtstaat*) multiethnique dont le regard est définitivement centré sur l'Autriche et les Habsbourg. En 1837, dans le deuxième volume Mailath ira même jusqu'à parler de « österreichischer Kaiserstaat » (« État impérial autrichien »).

Cette première partie du siècle voit donc se mettre en place, pour les historiens allemands, un modèle interprétatif pour la politique italienne de François I<sup>er</sup> qui réside dans une question de droit – héritage du Milanais –, dans une psychologisation des acteurs historiques que sont les chefs d'État, les généraux, les grands du Royaume et dans l'exercice d'une autorité de l'institution royale. On notera par contre que pour les historiens autrichiens, les affaires d'Italie semblent reléguées à la place congrue, quand elles ne sont pas tout simplement ignorées ou passées sous silence.

#### *Jusqu'à l'unification allemande (1850-1871) : l'antagonisme franco-allemand*

Même si Leopold von Ranke (1795-1886) débute ses activités d'historien avant 1848, son importance se développe surtout à partir de cette date du fait que sa vision de l'Histoire semble effectivement se réaliser dans les faits – non seulement en Allemagne, mais aussi dans le reste de l'Europe par la création d'États-nations comme forme politique « moderne » – ce qui explique la place que son point de vue prend à partir de cet instant. Il est considéré par beaucoup comme l'exemple-type de l'historien qui a marqué l'historiographie du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>41</sup>.

<sup>41</sup> Parmi la bibliographie très fournie à ce sujet, citons surtout R. Vierhaus, *Ranke und die Anfänge der deutschen Geschichtswissenschaft*, dans B. Faulenbach (dir.), *Geschichtswissenschaft in Deutschland. Traditionnelle Positionen und gegenwärtige Aufgaben (Beck'sche Schwarze Reihe, Bd. 111)*, Munich, 1974, p. 17-34, pour lequel de nombreux historiens contemporains, notamment anglo-saxons, considèrent Ranke comme ayant donné à l'histoire un modèle qui a perduré jusque dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Il fit preuve d'un grand talent pour le détail, établit les grands cadres et mises en rapport qui prévalurent pendant plus d'un siècle et se démarqua par un style proprement littéraire. Il fut toujours réservé face au mouvement national. Parmi ses convictions politico-historiques se dégage le fait qu'un État doit assumer l'ensemble des tâches de son évolution, mais aussi la peur des tentatives démocratiques et révolutionnaires du mouvement national qui, selon lui, menaceraient la permanence de la vie culturelle européenne. C'est pourquoi l'unité

Pour ce qui touche à la politique de François I<sup>er</sup> en Italie, Ranke publia entre 1834 et 1836 les trois volumes de *Die römischen Päpste in den letzten vier Jahrhunderten* chez Duncker und Humblot à Berlin. Comme le titre l'indique, il s'agit de considérer la politique menée par les différents papes au long des quatre siècles précédents, ce qui implique nécessairement de parler de François I<sup>er</sup>, mais de manière connexe uniquement, l'accent principal portant sur l'attitude de Rome face à Charles d'une part et à la Réforme d'autre part. Par contre, c'est après 1848 qu'il va s'intéresser à l'histoire de France en publiant de 1852 à 1861 sa *Französische Geschichte, vornehmlich im sechzehnten und siebzehnten Jahrhundert*<sup>42</sup> qui est pour lui le moment de la naissance et de l'assise de l'État-nation français dans sa variante absolutiste. Dans le premier volume il s'intéresse nécessairement à François I<sup>er</sup> et à sa politique en Italie. Selon lui, François I<sup>er</sup> est un roi qui a conscience des droits du roi et de son rôle : il considère d'un mauvais œil son prédécesseur qui aurait bradé les prérogatives régaliennes. Implicitement Ranke nous donne à voir un jeune roi qui envisage déjà de ne pas partager son pouvoir et son autorité avec d'autres personnes ou institutions. François I<sup>er</sup> représente un tournant dans l'histoire de France comme précurseur de l'absolutisme louis-quatorzien ; d'ailleurs la première mesure prise par le jeune roi est de ce point de vue on ne peut plus claire : il nomme le magistrat Antoine Duprat, qui soutient la plénitude du pouvoir royal, comme chancelier d'État et peut ainsi asseoir son autorité et sa gloire. Puis l'historien se tourne vers les affaires extérieures. Il fait parler François I<sup>er</sup> à la première personne et souligne le côté sanguinaire du personnage, qui se

réalisée par Bismarck fut pour lui un succès en ce qu'elle triompha ainsi de la révolution et est à comprendre comme le résultat logique de l'évolution de la Prusse et de l'Allemagne. L'historien étant pour lui un observateur et non un interprète, il fait de l'histoire narrative et interprétative et non exemplaire et argumentative et se concentre par conséquent sur la politique et le développement de l'État/ des États qui est/sont pour lui l'objet par excellence de l'activité historique. Les États sont pour lui les apparitions les plus importantes, ce sont des entités intellectuelles incarnées (*Politisches Gespräch* 1836 : « geistige Wesenheiten, originale Schöpfungen des Menschengestes »). Cette vision idéaliste de l'histoire n'exclut pas l'économique et le social, mais ce ne sont pas des facteurs prépondérants selon lui, ils n'ont de sens que dans le contexte de l'histoire politique. Il est donc l'historien des grandes forces, non des grandes personnalités, car celles-ci sont parlées par ces grandes forces qui animent l'humanité ; il ne s'agit donc pas de vision individualisante de l'histoire, mais d'une « modernité », du fait qu'il voit les hommes comme agis par des forces qu'ils ne dominent pas, mais dont ils sont aussi en partie les auteurs.

<sup>42</sup> L. von Ranke, *Französische Geschichte, vornehmlich im sechzehnten und siebzehnten Jahrhundert*, Stuttgart, 1852-1861 (6 vol. ), p. 71-96/ traduction française : *Histoire de France, principalement pendant le XVI<sup>e</sup> et le XVII<sup>e</sup> siècle*, traduction de J.-J. Prochat, tome I, Paris, 1854.



désaltère du sang qui coule dans les fossés du champ de bataille de Marignan<sup>43</sup>. Assurer la stabilité intérieure lui importe plus que la conquête, ce qui, selon Ranke, explique le concordat de 1516.

Le désir de gloire du roi de France explique sa candidature au trône impérial en 1519 où il affronta pour la première fois son ennemi, qui devait le rester pour le reste de ses jours, Charles, ce qui ne put qu'entraîner une lutte générale<sup>44</sup> : pour Ranke il s'agit alors d'une logique étatique qui dépasse l'homme, car ainsi la puissance et le prestige de l'Empire sont remis en question<sup>45</sup>.

Pour Ranke, la politique extérieure, et en particulier en Italie, est justifiée par ce qu'il nomme la « formation de l'État » qui nécessite une unité intérieure : « Pour le développement de la nouvelle politique, soit au dedans, soit au dehors, ce divorce avec l'idée d'une société chrétienne universelle était une démarche indispensable »<sup>46</sup>. En d'autres termes, il s'agit de la Raison d'État qui est pour Ranke également le signe du passage du Moyen Âge à l'époque moderne. Et Ranke de conclure :

Sa vie fut un combat continu, une lutte politique et militaire. Il ne remporta pas le haut prix dont il s'était flatté dans sa jeunesse ; mais il maintint sa dignité, son indépendance et la puissance de sa couronne contre un adversaire habile, calme, infatigable, dont la pensée ambitieuse embrassait le monde entier. Cette lutte de François I<sup>er</sup> et son succès expliquent le secret de l'obéissance qu'il obtint. Il vécut, il pensa, il sentit, comme son peuple ; les vicissitudes de sa fortune, ses dangers et ses revers, comme ses heureux succès, furent ceux-là mêmes de sa nation<sup>47</sup>.

Karl Hagen (1810-1868), un démocrate convaincu, membre de l'assemblée nationale de Francfort, consacre en 1857 un volume à l'histoire de l'Allemagne depuis Rodolphe de Habsbourg, le fondateur de la dynastie, jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>48</sup>. Il considère par conséquent le « moment » italien de la politique de Charles Quint, même s'il s'intéresse dans un premier temps à la construction nationale de l'Allemagne. La politique territoriale du roi de France est par conséquent envisagée en creux à partir d'un point de vue allemand, c'est-à-dire que les incursions françaises en Italie sont à comprendre sur l'arrière-fond de l'affrontement entre François I<sup>er</sup> et Charles Quint. Autrement dit pour Karl Hagen, François I<sup>er</sup>

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 102, p. 93.

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 119, p. 109.

<sup>45</sup> *Ibid.*, p. 107, p. 97.

<sup>46</sup> *Ibid.*, p. 121, p. 110-111.

<sup>47</sup> *Ibid.*, p. 107, p. 127.

<sup>48</sup> K. Hagen, *Deutsche Geschichte von Rudolf von Habsburg bis auf die neueste Zeit*, Francfort/Main, 1857 vol. 2.

instrumentalise l'Italie pour affaiblir son ennemi, même si ses revendications sur le Milanais se trouvent fondées en droit par l'héritage de son aïeule. Charles brigue en 1519 la couronne impériale, comme François I<sup>er</sup>, qui se sent menacé de trois côtés, et qui de plus « possède » Milan, que l'empereur lui conteste comme fief d'empire<sup>49</sup> ; la dignité impériale lui permettrait de pérenniser sa possession de Milan. Mais Karl Hagen insiste avant tout sur le fait que le roi de France poursuit une politique absolutiste avant la lettre, tant en Italie qu'en Allemagne s'il était élu<sup>50</sup> et qu'il instrumentalise les peuples pour sa propre grandeur.

Contrastant avec cette vision « démocratique » et nationale, Alfred von Reumont (1808-1897), historien catholique, spécialiste d'histoire papale et d'histoire régionale (Aix-la-Chapelle), publia en 1870 un ouvrage sur l'histoire de Rome, donc à un moment hautement politique dans la construction de l'État italien et dans les relations des pays de langue allemande avec la France<sup>51</sup>. Pour lui, François I<sup>er</sup> est avant tout un roi jeune en 1515 qui, comme tous les souverains de son âge, rêve de gloire et pense que réclamer l'héritage de son arrière-grand-mère lui procurera ce qu'il recherche. Si la conquête de Naples n'est pas alors à l'ordre du jour, il laisse planer le doute quant à une éventuelle expédition dans le sud de la péninsule italienne<sup>52</sup>. La conséquence première de la victoire de Marignan réside dans l'influence que la France prend en Italie et la lutte pour la suprématie entre François I<sup>er</sup> et Charles d'Espagne. Cependant, comme le précisera plus loin Reumont, tout n'est pas imputable au roi de France : la trop grande puissance de Charles Quint est par exemple responsable de la constitution de la Ligue de Cognac<sup>53</sup> qui a pour but de protéger l'indépendance des États italiens vis-à-vis de l'empereur et du roi d'Espagne.

Cette deuxième période est marquée par une interrogation fondamentale sur l'État en tant qu'entité agissante et motrice de l'histoire, au-delà des individus. De plus les historiens considèrent le « moment français » que représente François I<sup>er</sup> comme l'installation en France – et si possible en Europe par l'extension territoriale, notamment en Italie – d'un modèle pré-absolutiste qui permet la construction, puis la cohésion de la nation française. Enfin la rivalité personnelle entre le roi de France et l'empereur, trop puissant, reste un schéma interprétatif fort.

<sup>49</sup> *Ibid.*, p. 136.

<sup>50</sup> *Ibid.*, p. 137.

<sup>51</sup> A. von Reumont, *Geschichte der Stadt Rom*, Berlin, 1870.

<sup>52</sup> *Ibid.*, p. 83 et p. 87.

<sup>53</sup> *Ibid.*, p. 172.

*François I<sup>er</sup> et les guerres d'Italie : une disparition programmée ?  
(1871-1899)*

Pour les deux historiens autrichiens de la période qui se sont de près ou de loin intéressés au XVI<sup>e</sup> siècle, Constantin (von) Höfler (1811-1898)<sup>54</sup> et Alfons Huber (1834-1898), force est de constater que leurs analyses sont très similaires. Le premier ne s'intéresse qu'à Maximilien I<sup>er</sup> d'abord, puis aussitôt à Ferdinand I<sup>er</sup>, saute tout simplement Charles Quint et réduit son centre d'intérêt à l'espace austro-danubien ; la perte de l'Italie reste un traumatisme historique encore vivace, que le non-dit exprime de manière éclatante. D'autre part, cette position correspond assez bien à la politique impériale après 1866-1867 et l'installation du dualisme austro-hongrois avec le Compromis. Les aventures italiennes de François I<sup>er</sup> semblent trop rappeler les malheureuses entreprises de François-Joseph, ce qui pourrait expliquer que les historiens autrichiens délaissent cette période et les personnages qui ont fait cette histoire : l'historiographie officielle évite donc avec précaution de considérer le « moment italien » de l'histoire habsbourgo-autrichienne. Alfons Huber, élève de Julius von Ficker, dans sa *Geschichte Österreichs* (1885-1896) consacre plusieurs pages dans lesquelles il présente les conséquences de l'élection impériale de Charles pour les relations avec la France de François I<sup>er</sup>. Il analyse la position du roi de France qui ne peut admettre que l'un de ses vassaux puisse ceindre une couronne qui le place au-dessus de lui<sup>55</sup>. De plus, la France, déjà coincée au sud et au nord, ne peut dans son intérêt accepter que Charles devienne empereur, car il représenterait une trop grande menace pour le Royaume. Ce qui est intéressant dans cet ouvrage est qu'Huber, mis à part l'épisode de l'élection, ne s'intéresse pas à Charles Quint ni à ses affaires italiennes ; il se concentre sur les territoires proprement autrichiens et élude la période des guerres d'Italie en ne traitant que des affaires habsbourgeoises. On passe ainsi directement de l'élection impériale aux questions danubiennes, et par conséquent la politique italienne tant de Charles que de François n'entre pas en ligne de compte.

Le XIX<sup>e</sup> siècle se clôt sur la première grande biographie consacrée à Charles Quint<sup>56</sup> avec le livre d'Hermann Baumgarten, où il rappelle que la politique de François I<sup>er</sup> est encore relativement inconnue du fait des manques de l'historiographie française qui n'a pas encore exploité la mine de documents que les archives et

<sup>54</sup> C. Ritter von Höfler, *Papst Adrian V. 1522-1523*, Vienne, 1880.

<sup>55</sup> A. Huber, *Geschichte Österreichs* (1885-1896), vol. 3 (1888), Gotha, p. 481-482.

<sup>56</sup> H. Baumgarten, *Geschichte Karls V*, Stuttgart, 1885-1892, 3 vol.

la bibliothèque nationales possèdent, la correspondance du roi de France n'est pas ordonnée, ni classée, et un seul ouvrage traite de la rivalité de François I<sup>er</sup> et Charles Quint<sup>57</sup> ; mais il reste encore beaucoup de travail afin que toutes les sources puissent être utilisables. Il souligne qu'il a existé jusqu'au départ de Chièvres un parti français dans l'entourage du jeune empereur qui visait une entente avec le Royaume de France plutôt qu'un affrontement avec celui-ci<sup>58</sup>. Le but de la France au moment de l'élection impériale est d'utiliser tous les moyens possibles pour maintenir Charles dans une position de dépendance vis-à-vis de la couronne de France et l'empêcher de s'émanciper de cette tutelle<sup>59</sup>. Ainsi il semble bien plus que la politique de la France en Italie ne dépende pas premièrement d'une visée du roi de France, mais bien plus de la situation géopolitique générale de la péninsule et de la situation particulière de la famille de Médicis, c'est-à-dire la famille du pape<sup>60</sup>. Dans le volume 2, il s'interroge sur le fait que malgré la captivité du roi, sa mère poursuive la politique engagée en Italie, qu'il fait dépendre du sentiment national français<sup>61</sup>, bien que celle-ci soit faite d'illusions et de retours marqués par un manque de méthode et de logique avérée<sup>62</sup>. Il n'en reste pas moins qu'il y va d'un désir profond du roi de sécuriser son emprise sur l'Italie du nord, donc d'une attitude dictée avant tout par des raisons psychologiques et émotionnelles<sup>63</sup>.

### *Conclusion*

Que retenir de ce traitement de la politique territoriale de François I<sup>er</sup> en Italie par les historiens de langue allemande au XIX<sup>e</sup> siècle ?

Tout d'abord, il faut retenir que l'intérêt pour le personnage de François I<sup>er</sup> et pour son action en tant que roi de France avec des prétentions sur l'Italie est perceptible majoritairement dans

<sup>57</sup> F.-A. Alexis, *Rivalité de François I<sup>er</sup> et de Charles-Quint*, Paris, 1875 2 vol.

<sup>58</sup> H. Baumgarten, *Geschichte Karls V...* cité, vol. 1 (1885), p. 29.

<sup>59</sup> *Ibid.*, p. 110, 113 et 120. Il suppose même malgré l'absence de documents pouvant étayer cet argument, que François I<sup>er</sup> n'est probablement pas étranger à la révolte des *Comuneros* (p. 361).

<sup>60</sup> *Ibid.*, p. 488.

<sup>61</sup> *Ibid.*, p. 414.

<sup>62</sup> *Ibid.*, p. 599 et 605. Il note que bien plus qu'une vision politique de François I<sup>er</sup> en Italie, il semble qu'il s'agisse d'une absence de réaction de l'empereur et de ses généraux, voire de son armée, puis d'une politique papale, ensuite de questions basses matérielles comme l'absence de paie pour les troupes, enfin de « reprendre » ce qu'il considère lui avoir appartenu afin de contrecarrer, avec les Italiens mais aussi les Anglais, la vision de la « monarchie universelle » de l'empereur.

<sup>63</sup> *Ibid.*, vol. 3, p. 225 et 250.

la première moitié du siècle, avec la grande biographie d'August Leberecht Hermann, à un moment où, avec la disparition du Saint Empire et la mise en place de la Confédération Germanique, la question de ce nouvel État se pose de manière aiguë, tant pour ce qui est de sa forme que de son régime. Les « aventures » italiennes du XVI<sup>e</sup> siècle sont analysées comme autant de diversions néfastes à la constitution d'un État allemand unifié, fort et solide pour celui qui aurait pu – dû peut-être – prendre en main les destinées allemandes, Charles de Habsbourg. Ainsi François I<sup>er</sup> offre une contre-image à l'empereur : il a su par une politique monarchique forte et déterminée créer en France un pouvoir régalien digne de ce nom, même si du même coup il a fait taire les particularismes et dompté les grands du Royaume, comme le Connétable de Bourbon qui fit les frais de ses velléités à exercer un contre-pouvoir face au roi de France. On voit à quel point la vision nationaliste, mais aussi la position idéologique, souvent libérale, se trouve jusqu'au milieu du siècle privilégiée. Ce n'est qu'avec Ranke, qui accorde à l'État comme entité historique la place principale, qu'une histoire proprement « allemande » favorisant l'émergence de la Prusse comme grande puissance territoriale européenne se met en place.

Dans un second temps, la fin du siècle considère l'action de François I<sup>er</sup> en Italie principalement sous l'angle de la rivalité du roi et de l'empereur, faisant du premier un des premiers rois modernes qui a su donner à son pays une organisation à la fois politique et administrative unitaire, qui fera sa force au siècle suivant, une fois dépassées les luttes confessionnelles. Cependant ce modèle d'un État absolutiste *in nuce* ne s'accommode que bien mal des désirs confus d'un État unitaire allemand fondé sur sa diversité. Baumgarten fait ainsi de François I<sup>er</sup> l'antipode de Charles Quint, qui n'a pas su sentir l'air du temps et comprendre que son idée de monarchie universelle était dépassée et irréalisable ; celle-ci le détourna malheureusement de son devoir de prince allemand et sa soumission à l'Église catholique fit de lui un monarque indécis, contraint de dépenser ses ressources, la plupart du temps, à mauvais escient. Même les historiens habsbourgeois ont bien du mal avec ce personnage, et il n'est pas anecdotique de voir que l'on passe souvent dans les histoires de l'empire habsbourgeois – ou autrichien – directement de Maximilien I<sup>er</sup> à son deuxième petit-fils, Ferdinand I<sup>er</sup>, qui a défendu les frontières de l'Empire à l'est et la dignité impériale en Allemagne face au danger turc, mais a également adopté une attitude relativement neutre vis-à-vis de la Réforme luthérienne.

En fin de compte le XIX<sup>e</sup> siècle qui s'était ouvert avec une biographie de François I<sup>er</sup> se clôt par celle de son rival, Charles Quint<sup>64</sup>. Le roi de France n'intéresse les historiens de langue allemande que comme contre-image de Charles Quint, mais il reste, à l'heure où le nationalisme atteint son apogée, trop « latin » dans son exercice du pouvoir, qui vise à l'absolutisme royal, et son appétit de conquête instrumentalise, selon eux, la péninsule italienne pour son propre compte.

ÉRIC LEROY DU CARDONNOY  
Normandie Univ, UNICAEN, ERLIS

<sup>64</sup> On notera à titre anecdotique que jamais de comparaison explicite avec Napoléon I<sup>er</sup> n'est faite, par contre implicitement l'utilisation de clichés sur les Français (vanité, jalousie, fourberie) pourrait très bien s'appliquer à l'empereur des Français.

